

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/07/20/la-question-de-la-surete-nucleaire-est-centrale-dans-le-debat-sur-la-transition-energetique_6135486_3232.html

« La question de la sûreté nucléaire est centrale dans le débat sur la transition énergétique »

Hugo, ancien membre de l'équipe de direction de la centrale nucléaire du Tricastin

Lanceur d'alerte et ancien membre de l'équipe de direction de la centrale nucléaire du Tricastin, Hugo appelle dans une tribune au « Monde » à l'urgence d'un « dialogue transparent » pour bâtir ensemble un plan de renforcement de la sûreté nucléaire en France, à l'heure où « la situation énergétique de notre pays n'aura jamais été aussi critique ».

Publié le 20 juillet 2022

La situation de crise énergétique que nous vivons en France et en Europe est telle que des concurrents historiques tels qu'EDF, ENGIE et TOTAL lancent un appel commun, avec mon PDG, Jean-Bernard Lévy, pour demander une réduction de notre consommation. Ils souhaitent également un « *dialogue transparent* » ... C'est dans cet esprit de transparence, et en tant qu'expert en sûreté et exploitation nucléaire, que j'ai décidé d'écrire.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé le 10 février 2022, à Belfort, la construction de six nouveaux réacteurs EPR2 et le lancement d'une étude pour la construction de huit EPR2 supplémentaires, parallèlement à la prolongation de la durée de vie des centrales au-delà de cinquante ans.

Le parc nucléaire est vieillissant, les premiers réacteurs ont déjà fait l'objet de leur 4^e visite décennale parmi lesquels Tricastin, centrale au sein de laquelle j'ai travaillé en tant que chef du service en charge de l'exploitation des quatre réacteurs, avec 400 salariés sous ma responsabilité. D'autres réacteurs vont ainsi prochainement atteindre le terme de leur durée de vie, initialement prévue dès 40 ans.

La question n'est plus pour ou contre le nucléaire

Le manque d'anticipation dans le développement des autres énergies décarbonées et dans le remplacement du parc nucléaire existant, la perte de compétences dans certains domaines du nucléaire, dont le retard dans la construction de l'EPR est le triste exemple, ainsi que les problèmes de corrosion sur des tuyauteries du circuit primaire, contraignant à l'arrêt plus d'une dizaine de réacteurs, font que la situation énergétique de notre pays n'a jamais été aussi critique.

La question de la transition énergétique ne se résume plus aujourd'hui à savoir si l'on est pour ou contre le nucléaire, puisque nous ne pourrions, de toute façon, pas faire sans le prolongement du parc existant pendant encore au moins une décennie dans les meilleurs scénarios. Mais je crains fort que les records de température que nous vivons et l'état du parc nucléaire, dont certains réacteurs sont aujourd'hui arrêtés pour une durée indéterminée, nous obligent à beaucoup plus que la sobriété énergétique proposée.

Aussi, la question de la sûreté nucléaire est centrale dans le débat sur la transition énergétique. Je suis le lanceur d'alerte à l'origine de la plainte ayant eu pour conséquence l'ouverture d'une information judiciaire à l'initiative de la procureure de la République de Marseille, notamment pour des questions de dissimulation d'événements de sûreté, mais aussi pour déversement de substances dans l'eau pouvant porter atteinte à l'environnement.

Pour une part d'énergie nucléaire dans le mix énergétique

Après des années d'alerte sans réponse à tous les niveaux de l'entreprise EDF, de l'Agence pour la sûreté nucléaire (ASN) et même du gouvernement, cette plainte était le seul choix qui s'imposait à moi, au titre de la transparence en matière de sûreté nucléaire inhérente à ma formation. Je n'ai pas agi dans le but de porter atteinte à mon employeur, EDF, ni à la filière nucléaire.

Je n'ai, d'ailleurs, jamais caché mes positions en faveur d'une part importante d'énergie nucléaire dans le mix énergétique. J'ai pris des risques pour ma vie et ma carrière, en toute conscience. Il était de mon devoir d'agir pour que la sûreté reste la priorité absolue, nécessaire à la protection des populations et de l'environnement.

A ce titre, je souhaite activement participer au « *dialogue transparent* » proposé par le PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy, pour bâtir ensemble un plan de renforcement de la sûreté nucléaire en France. Parmi les axes de travail, je propose en priorité de sécuriser les activités de maintenance et d'exploitation des réacteurs en fonctionnement pour assurer une production d'électricité en toute sûreté.

Les mécanismes de contrôle et de surveillance dans le nucléaire

Par ailleurs, les conséquences du dérèglement climatique, qui se traduit aujourd'hui par des records de températures et la baisse du niveau des fleuves, devront donner lieu à une analyse d'impact sur le refroidissement des réacteurs et les rejets dans l'environnement.

Enfin, je propose de réaliser des revues par des experts indépendants des dossiers de prolongation de la durée de vie des centrales réalisées aujourd'hui par la seule Autorité de sûreté nucléaire. Plus largement, une réflexion en profondeur sur les mécanismes de contrôle et de surveillance dans le domaine du nucléaire apparaît aujourd'hui nécessaire.

Un groupe de travail associant aussi bien l'exploitant nucléaire EDF et l'ASN, mais aussi les membres du Parlement, du gouvernement, avec le ministère de la transition énergétique, des cabinets d'experts indépendants et des membres de la société civile est indispensable pour bâtir un plan de renforcement de la sûreté nucléaire et l'inscrire dans un projet de loi. Je me tiens à la disposition de la direction du groupe EDF pour commencer les premiers travaux.

Hugo, ancien membre de l'équipe de direction de la centrale nucléaire du Tricastin

